

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE STRATFORD

Règlement n° 1110 sur la taxation 2015

Règlement fixant le taux de la taxe foncière générale, la tarification des services, les compensations, les taux d'intérêt sur les arrérages, le nombre ainsi que la date des paiements.

Préambule

ATTENDU QUE la Municipalité du Canton de Stratford a adopté un budget pour l'année financière 2015;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 988 du Code municipal, toutes taxes sont imposées par règlement;

ATTENDU QUE tous les services fournis par la Municipalité ne sont pas distribués uniformément à la grandeur du territoire de la municipalité;

ATTENDU QUE plusieurs immeubles sont situés sur des chemins privés, donc pour lesquels la Municipalité ne peut être tenue d'offrir certains services;

ATTENDU QUE plusieurs propriétaires d'immeubles n'exigent pas que la Municipalité déneige leur chemin à l'hiver;

ATTENDU QUE certains services fournis par la Municipalité n'ont aucune corrélation avec la valeur foncière des immeubles et qu'il convient d'en répartir le coût en fonction du bénéfice reçu;

ATTENDU QUE le Conseil recherche une corrélation équitable entre la taxation municipale et les services reçus;

ATTENDU QUE le Conseil a étudié plusieurs options pour atteindre cet objectif en toute équité;

ATTENDU QU'EN vertu des articles 244.1 et suivants de la *Loi sur la Fiscalité municipale*, une municipalité peut, par règlement, imposer un tarif pour les services qu'elle offre;

ATTENDU QUE certaines dettes sont spécifiques à certains secteurs, dont celui du village et du chemin Aylmer;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 252 de la *Loi sur la Fiscalité municipale*, une municipalité peut réglementer le nombre de versements, la date ultime où peut être fait chaque versement postérieur au premier, la proportion du compte qui doit être payée à chaque versement, et toutes autres modalités, y compris un taux d'intérêt sur les versements postérieurs au premier;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 981 du *Code municipal du Québec*, le Conseil peut fixer le taux d'intérêt applicable aux taxes non payées à la date d'exigibilité;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 231 de la *Loi sur la Fiscalité municipale*, une municipalité peut imposer au propriétaire ou occupant d'une roulotte située sur son territoire un permis d'au plus 10 \$;

ATTENDU QUE la combinaison des articles 2, 91 et 92 de la *Loi sur les compétences municipales* permet à la municipalité d'accorder une aide aux personnes physiques défavorisées et, à cette fin, d'établir tout programme d'aide;

ATTENDU QU'UN avis de motion relatif au présent règlement a été donné à la session ordinaire du premier (1^{er}) décembre 2014 par le conseiller monsieur Daniel Poirier;

À CES CAUSES la Municipalité du Canton de Stratford décrète ce qui suit :

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Définitions

Article 2

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants doivent s'entendre tels que définis ici-bas, à moins que le contexte ne comporte un sens différent :

Commerce :

Bâtiment ou partie de bâtiment, local ou ensemble de locaux, utilisé par une ou plusieurs personnes pour acheter, vendre ou échanger des produits ou objets, ou pour offrir des services professionnels, incluant les institutions financières;

Foyer d'hébergement :

Maison d'habitation réservée à certaines catégories de personnes et où certains équipements et services sont disponibles, incluant ce qu'il est convenu d'appeler les « centres d'accueil »;

Industrie :

Bâtiment ou partie de bâtiment utilisé par une ou plusieurs personnes pour fabriquer ou transformer des produits ou des objets;

Logement :

Maison unifamiliale, appartement ou ensemble de pièces, où on tient feu et lieu et qui comporte une entrée par l'extérieur ou par un hall commun, dont l'usage est exclusif aux occupants et où on ne peut communiquer directement d'une unité à l'autre sans passer par un hall commun ou par l'extérieur; le mot « logement » ne comprend pas les résidences secondaires ou les roulottes;

Résidence secondaire :

Logement utilisé de façon sporadique et n'étant pas le lieu de résidence principale des personnes qui y habitent;

Roulotte :

Bâtiment sis sur un châssis métallique, immatriculé ou non, monté sur des roues ou non, conçu pour être remorqué par un véhicule automobile et destiné à abriter des personnes lors d'un court séjour en un lieu;

Terrain de camping :

Terrain doté d'emplacements et aménagé pour un mode de séjour à court, à moyen ou à long terme, à des fins touristiques, sportives, récréatives ou de villégiature, au moyen d'une roulotte, d'une tente-roulotte, d'un motorisé, d'une tente ou d'un objet de même nature;

Taxe foncière générale

Article 3

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015, une taxe sur tous les biens-fonds imposables de la municipalité sur une base de leur valeur portée au rôle d'évaluation à raison de 0,33 ¢ par 100 \$ de ladite valeur.

Service d'aqueduc – tarification

Article 4

Le premier 20 % du coût d'opération et d'administration du service d'aqueduc est inclus dans le milin prévu à l'article 3 ci-haut.

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles raccordés au réseau d'aqueduc, une tarification de base pour couvrir les frais d'opération et d'administration du réseau d'aqueduc selon les barèmes suivants :

(1) 290 \$ pour chaque

- (a) logement ou résidence secondaire;
- (b) logement incluant un bureau de poste qui pourrait y être situé;
- (c) salon de coiffure situé dans un local commercial distinct;
- (d) station-service, garage de mécanique générale ou spécialisée;
- et
- (e) commerce non prévu au paragraphe (2);

(2) 585 \$ pour chaque

- (a) logement incluant un salon de coiffure;
- (b) hôtel ou auberge avec ou sans bar;
- (c) gîte du passant;
- (d) restaurant ou cantine;
- (e) épicerie, dépanneur, magasin général, pharmacie ou quincaillerie;
- (f) industrie;
- (g) institution bancaire, clinique vétérinaire et entreprise d'excavation;

(3) 875 \$ pour chaque centre d'accueil ou foyer d'hébergement.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme, à titre d'exemple, un logement et un restaurant dans des locaux distincts, la tarification payable pour cette unité d'évaluation est constituée du total des tarifs applicables à chaque usage.

Service d'égouts – tarification

Article 5

Le premier 4,5 % du coût d'opération et d'administration du service d'égout est inclus dans le milin prévu à l'article 3 ci-haut.

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles raccordés au réseau d'égouts, une tarification pour couvrir les frais d'opération et d'administration du réseau d'égouts selon les barèmes suivants :

(1) 275 \$ pour chaque

- (a) logement ou résidence secondaire;
- (b) logement incluant un bureau de poste qui pourrait y être situé;
- (c) salon de coiffure situé dans un local commercial distinct;
- (d) station-service, garage de mécanique générale ou spécialisée;
- (e) commerce non prévu au paragraphe (2);

(2) 380 \$ pour chaque

- (a) logement incluant un salon de coiffure;
- (b) hôtel ou auberge avec ou sans bar;
- (c) gîte du passant;
- (d) restaurant ou cantine;
- (e) épicerie, dépanneur, magasin général, pharmacie ou quincaillerie;
- (f) industrie;
- (g) institution bancaire, clinique vétérinaire et entreprise d'excavation;

(3) 715 \$ pour chaque foyer d'hébergement.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme, à titre d'exemple, un logement et un restaurant dans des locaux distincts, la tarification payable pour cette unité d'évaluation est constituée du total des tarifs applicables à chaque usage.

Service de l'enlèvement des matières résiduelles (déchets) – tarification

Article 6

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles desservis, une tarification pour couvrir les frais d'enlèvement, de transport, d'enfouissement et d'administration de la collecte des matières résiduelles selon les barèmes suivants :

Pour les immeubles situés dans la municipalité :

- (a) 207 \$ pour chaque
 - (i) logement;
 - (ii) logement incluant un bureau de poste qui pourrait y être situé;
- (b) 103,50 \$ pour chaque
 - (i) résidence secondaire par numéro civique; et
 - (ii) roulotte sur un terrain privé;
- (c) 292,50 \$ pour chaque
 - (i) commerce, industrie et institution;
 - (ii) exploitation agricole utilisant des plastiques d'emballage;
- (d) 40,50 \$ pour chaque emplacement d'un terrain de camping, privé ou public, loué ou occupé;
- (e) 2 700 \$ pour un camp de vacances.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme, à titre d'exemple, une résidence secondaire et une roulotte, la tarification payable pour cette unité d'évaluation est constituée du total des tarifs applicables à chaque usage.

Vente des bacs de recyclage et de matières résiduelles

Article 7

Le tarif d'acquisition des bacs de recyclage et de matières résiduelles est de :

118 \$ pour un bac de 360 litres.

Service de la récupération (recyclage) – tarification

Article 8

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles desservis, une tarification pour couvrir les frais d'enlèvement, de transport et d'administration de la collecte des matières recyclables selon les barèmes suivants :

- (1) 17 \$ pour chaque résidence permanente;
- (2) 9 \$ pour chaque
 - (i) Résidence secondaire;
 - (ii) Roulotte sur un terrain privé;
- (3) 21 \$ pour chaque exploitation agricole, peu importe que l'exploitation agricole soit comprise dans une unité d'évaluation comprenant ou non une résidence;
- (4) 28 \$ pour chaque commerce;
- (5) 9 \$ pour chaque emplacement d'un terrain de camping.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme, à titre d'exemple, un logement et une exploitation agricole, la tarification payable pour cette unité d'évaluation est constituée du total des tarifs applicables à chaque usage.

Service de vidange des boues septiques – tarification

Article 9

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles non raccordés au réseau d'égout municipal, et ayant son propre système d'évacuation des eaux usées, une tarification suffisante pour couvrir les frais de vidange, de transport, de compostage et d'administration de la collecte des boues septiques selon les barèmes suivants :

- (1) 100 \$ pour chaque logement;
- (2) 50 \$ pour chaque résidence secondaire ou roulotte;
- (3) 100 \$ pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de moins de 2001 gallons;

- (4) 145 \$ pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de 2001 à 3000 gallons;
- (5) 235 \$ pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de 3001 à 4000 gallons;
- (6) 285 \$ pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de 4001 à 5000 gallons;
- (7) 325 \$ pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de 5001 à 6000 gallons;
- (8) 117,30 \$/heure pour chaque commerce ou industrie ayant une fosse de plus de 6000 gallons.

Les commerces sont vidangés tous les ans, les logements tous les deux (2) ans et les autres bâtiments tous les quatre (4) ans. Les immeubles munis d'une installation septique à vidanges périodiques, dites « fosses scellées », sont vidangés au besoin. Toute facture supplémentaire sera acquittée par le contribuable notamment en ce qui a trait aux fosses raccordées.

Article 10

Dans tous les cas de vidange supplémentaire ou non prévue à l'article 9 ci-haut, les frais facturés par le fournisseur devront être assumés par le propriétaire selon le tarif établi par l'entrepreneur.

Service des incendies – tarification

Article 11

Afin de couvrir les frais d'opération et d'administration du Service des incendies, il est imposé et il est exigé pour l'année 2015 une compensation à l'égard de tous les immeubles sur lequel on retrouve un ou plusieurs bâtiments, selon les tarifs suivants :

- (1) 320 \$ pour
 - (a) chaque foyer d'hébergement (code 1543);
 - (b) chaque bâtiment de culture, récréation et loisirs (codes 7000 à 7999);
- (2) 215 \$ pour chaque service de transport, communication et services publics (codes 4000 à 4999);
- (3) 125 \$ pour chaque commerce et service (codes 5000 à 6999);
- (4) 95 \$ pour
 - (a) chaque logement (code 1000);
 - (b) chaque résidence secondaire (code 1100);
 - (c) chaque maison mobile (codes 1211 et 1212);
 - (d) chaque ferme non décrite à l'alinéa (1) (d) ci-haut (codes 8000 à 8999);
 - (e) chaque industrie non exploitée (code 9420);
- (5) 145 \$ pour
 - (a) chaque immeuble résidentiel à logements;
- (6) 715 \$ pour
 - (a) chaque industrie (codes 3280 à 3840);
 - (b) chaque ferme avec animaux (codes 8000 à 8999);

- (7) 30 \$ pour chaque emplacement d'un terrain de camping, privé ou public, loué ou occupé;
- (8) 45 \$ chaque autre immeuble sur lequel on retrouve un ou plusieurs bâtiments et qui n'est pas décrit aux paragraphes (1) à (7) ci-haut.

Les codes entre parenthèses ci-haut font référence aux codes du service Infotech pour la description des immeubles et sont utilisés ici uniquement à titre de référence.

Article 12 Fausse alarme

Advenant une défectuosité ou un mauvais fonctionnement d'un système d'alarme, tel que défini au Règlement numéro 1084 sur les systèmes d'alarme incendie, pendant l'exercice financier débutant le 1^{er} janvier et se terminant le trente-et-un (31) décembre, il est imposé et sera exigé, un tarif selon les barèmes suivants :

FAUSSE ALARME RÉSIDENITIELLE OU COMMERCIALE	
Première (1 ^{re})	300 \$
Deuxième (2 ^e)	600 \$
Troisième (3 ^e) et plus	1200 \$

Service de déneigement – tarification

Article 13

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles une tarification pour couvrir les frais d'opération et d'administration du service de déneigement selon les barèmes suivants :

- (1) 90 \$ par immeuble sur tout le territoire de la municipalité pour couvrir le service de base;
- (2) 77 \$ additionnels pour chaque immeuble adjacent à un chemin appartenant à la Municipalité et déneigé par la Municipalité.

Service d'entretien des chemins (été) – tarification

Article 14

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard de tous les immeubles une tarification pour couvrir les frais d'opération et d'administration du service d'entretien des chemins (été) selon les barèmes suivants :

- (1) 115 \$ par immeuble sur tout le territoire de la municipalité pour couvrir le service de base;
- (2) 135 \$ additionnels pour chaque immeuble adjacent à un chemin public de gravier entretenu par la Municipalité.

Tourisme

Article 15

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 à l'égard des immeubles commerciaux dont la majorité des revenus proviennent du tourisme une tarification pour couvrir une partie des coûts reliés au tourisme, selon les barèmes suivants :

- (1) 500 \$ pour le Pavillon de la Faune;
- (2) 1 350 \$ pour Les Berges du Lac (section Marina et Camping);
- (3) 250 \$ pour le Camp Claret;
- (4) 500\$ pour une part que la Municipalité absorbe à même le milin en fonction du Domaine Aylmer.

Roulottes

Article 16

Il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015, un permis de dix dollars (10 \$) pour chaque période de trente (30) jours, payable d'avance à la Municipalité, sur toutes les roulottes qui se trouvent sur le territoire de la municipalité

- 1) si sa longueur ne dépasse pas neuf (9) mètres et qu'elle y demeure plus de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs;
- 2) si la longueur dépasse neuf (9) mètres.

Service de dette spécifique – tarification **(Règlements 900, 903)**

Article 17

La Municipalité ayant adopté le Règlement n° 900, le dix (10) mars 1994, et le Règlement n° 903, le 10 août 1994, il est imposé et il sera exigé pour l'année 2015 afin de couvrir le remboursement du capital et les frais d'intérêt des règlements sur une période de quatorze (14) mois, les montants déjà prévus aux dits règlements selon les modalités prévues.

Service de dette spécifique – tarification **(Règlement 1019)**

Article 18

La Municipalité ayant adopté le Règlement n° 1019, le quatre (4) août 2008, décrétant un emprunt de 136 500 \$ pour couvrir les frais d'honoraires professionnels engendrés pour la mise aux normes des infrastructures de l'eau potable;

- (A) Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, et ce, dans une proportion de 5 %, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité du Canton de Stratford, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.
- (B) Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, et ce, dans une proportion de 95 %, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles du secteur concerné tel qu'il appert au plan et au relevé du secteur concerné situé sur le territoire de la Municipalité du Canton de Stratford, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

Service de dette spécifique – tarification
(Règlement 1061)

Article 19

La Municipalité a adopté le Règlement n° 1061 décrétant un emprunt de 182 900 \$ pour effectuer le traitement de surface sur le chemin Aylmer;

Il est imposé et il sera exigé chaque année lors du règlement de taxation une taxe spéciale d'un montant suffisant pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances sur tous les immeubles imposables suivants, situés sur le territoire de la Municipalité du Canton de Stratford, au prorata du nombre d'immeubles.

Le montant de la compensation sera établi annuellement en multipliant le nombre d'unités attribuées suivant le tableau prévu au règlement à chaque immeuble imposable par la valeur attribuée à chaque unité. Cette valeur est déterminée en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'unités de l'ensemble des immeubles imposables situés à l'intérieur du bassin.

Catégorie 1 : Une (1) unité

Pour chaque propriétaire d'un immeuble ayant l'adresse civique : « chemin Aylmer » partant du numéro civique 467 et se terminant à la jonction de la route 161 et du chemin Aylmer.

Catégorie 2 : Une demie (.5) unité

Pour chaque propriétaire d'un immeuble ayant l'adresse civique : « chemin Aylmer » partant de la jonction du chemin de Stratford jusqu'à l'adresse civique n° 455 et jusqu'au lot 24-23 du rang 3 Sud-Ouest du Canton de Stratford;

Et

Pour chaque propriétaire d'un immeuble ayant l'adresse civique : chemin des Quatre-Saisons, chemin Smith, chemin Plante, chemin Croteau et chemin du Ruisseau.

Service de dette spécifique – tarification
(Règlement 1062)

Article 20

La Municipalité ayant adopté le Règlement n° 1062 le dix (10) août 2011 décrétant un emprunt de 670 458 \$ pour couvrir les frais engendrés par des travaux de mise aux normes des systèmes d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable

(A) pour pourvoir à 5,5% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le Conseil est autorisé à affecter annuellement durant le terme de l'emprunt une portion des revenus généraux de la Municipalité, conformément à l'article 1072 du *Code municipal du Québec*;

(B) pour pourvoir à 94,5% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera exigé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable,

situé en bordure des rues situées à l'intérieur du bassin de taxation, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

Compensation pour services municipaux

Article 21

Conformément au paragraphe 205(5) de la *Loi sur la Fiscalité municipale*, une compensation pour l'administration et les services municipaux de 0,33 ¢ par 100 \$ d'évaluation est exigée des immeubles situés sur le territoire de la municipalité et qui sont visés par le paragraphe 204(12) de cette loi.

Modalités de paiement

Article 22

Les modalités de paiement des taxes, compensation et tarification prévues au présent règlement sont, pour tout compte dont le total

- (1) n'excède pas 300 \$: un seul versement payable le 19 mars 2015;
- (2) est égal ou supérieur à 300 \$: soit
 - (a) un seul versement payable le dix-neuf (19) mars 2015 ou
 - (b) cinq (5) versements égaux payables aux dates suivantes : dix-neuf (19) mars, sept (7) mai, vingt-cinq (25) juin, treize (13) août et premier (1^{er}) octobre 2015.

Supplément de taxes

Article 23

Lorsqu'à la suite d'une modification au rôle d'évaluation d'une unité d'évaluation, une taxe, un tarif, un permis ou une compensation additionnelle doit être payé par un propriétaire, les modalités sont, pour tout compte dont le total

- (1) n'excède pas 300 \$: un seul versement payable dans les trente (30) jours de l'envoi;
- (2) est égal ou supérieur à 300 \$: trois (3) versements, selon les dates prévues dans l'avis.

Article 24

Toute personne qui paie le montant total de ses taxes, sa compensation, ses suppléments et sa tarification avant ou à la date du premier (1^{er}) versement bénéficie d'un escompte d'un pour cent et demi (1,5 %) sur ce compte. Le chèque doit être daté et reçu au bureau municipal au plus tard à la date du premier (1^{er}) versement.

La date de réception du chèque à la Municipalité fera office de date déterminant l'éligibilité du chèque.

Paiement exigible, taux d'intérêt et pénalité

Article 25

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible.

Article 26

Les taxes, compensations et tarifications dues à la Municipalité portent intérêt à raison de douze pour cent (12 %) l'an.

De plus, une pénalité est ajoutée au montant des taxes municipales, des compensations et de la tarification exigibles. La pénalité est égale à 0,5 % du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence de 5 % par année. Pour l'application du présent article, le retard commence le jour où la taxe devient exigible.

Article 27

Tout tarif et toute compensation imposés en vertu du présent règlement sont payés par le propriétaire de l'immeuble en raison duquel ils sont dus et ils sont alors assimilés à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel ils sont dus.

Article 28

Pour tout chèque avec provisions insuffisantes, des frais de 45 \$ seront exigés au contribuable en plus des frais bancaires le cas échéant.

Article 29

Tout remboursement à être effectué à un contribuable découlant d'une erreur de ce dernier sera amputé d'un montant de 25 \$ à titre de frais d'administration.

Programme d'aide aux personnes physiques à faible revenu

Article 30

Tout immeuble dont le propriétaire est une personne physique peut bénéficier d'un programme d'aide égal au montant de la taxe foncière établie à l'article 3, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

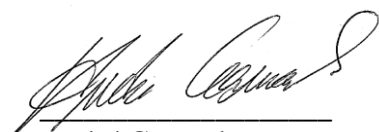
- (1) le propriétaire habite lui-même l'immeuble en question, lequel est son logement;
- (2) l'évaluation municipale de l'immeuble est inférieure à 95 000 \$;
- (3) le propriétaire ne possède aucun autre immeuble;
- (4) le revenu familial total pour l'année 2014 du ou des propriétaires est inférieur à 22 000 \$;
- (5) le revenu familial en dividendes, intérêts et autres revenus de placements pour l'année 2014 du ou des propriétaires est inférieur à 300 \$.

Afin d'avoir droit au présent programme, le ou les propriétaires devront fournir à la Municipalité un affidavit en rapport avec les paragraphes 3 et 5, ainsi qu'une copie de l'avis de cotisation, soit la TP-98 (Revenu Québec) ou T452 (Agence du revenu du Canada) en rapport avec le paragraphe 4.

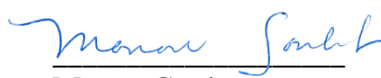
Entrée en vigueur

Article 31

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.



André Gamache
Maire



Manon Goulet
Directrice générale et
secrétaire-trésorière

Avis de motion :
Adoption du règlement :
Entrée en vigueur :

1^{er} décembre 2014
12 janvier 2015
15 janvier 2015